Document généré le 1 juil. 2025 23:23

Bulletin d'histoire politique

Le procès de l'État-Providence

Pierre Godin

Volume 1, numéro 1, automne 1992

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063739ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063739ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Godin, P. (1992). Le procès de l'État-Providence. *Bulletin d'histoire politique*, *1*(1), 5–6. https://doi.org/10.7202/1063739ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

capacité de contrainte, dans la promotion des intérêts collectifs des groupes ou des associations, dans le respect, ou la transgression, des normes collectives structurant la vie en société, dans l'écriture du passé commun ou l'aspiration à un avenir collectif.

Alors, ne serait-ce pas que "tout est politique"? Non, si on veut dire par là que le politique résume et exprime l'ensemble foisonnant de la réalité sociale. Oui, si on entend par cette expression que, comme dimension de l'existence, rien n'échappe au questionnement du politique et que, finalement, la réalité exprimée par l'économique, le social, les rapports de genre, la culture -- quand cette réalité met en jeu le pouvoir de contraindre et les contours du destin collectif -- vient s'épuiser dans la question du politique.

À l'orée de l'an 2000, ces questions sont fondamentales, d'autant plus que l'historiographie a trop longtemps tendu à réduire l'histoire politique aux batailles ou aux ambitions des grands. Ce champ de recherche est devenu, pour plusieurs, un terrain vague où l'"événement" était roi, et la structure esclave des aléas du pouvoir.

Après bien des années de résistance, l'histoire du politique a su intégrer les procédures de quantification et les analyses sérielles que certains considèrent comme seules garantes de la scientificité en histoire. Elle a appris, enfin libérée de l'hypothèque que semblaient constituer l'événement et le particulier, à transcender l'unique pour atteindre la masse. Ce faisant, elle a pourtant résisté à confondre le grand nombre avec l'important ou, à l'inverse, le rare avec le marginal. Par là-même, elle s'est engagée à penser ce risque permanent qu'est l'histoire des hommes et des femmes, ce moment, proche du chaos ou du néant, où les masses résolvent en colère, en violence ou, pire, en apathie ou en rejet, les réalités structurelles dans lesquelles on veut trop souvent comprimer leur action.

Ne serait-ce que pour réintroduire le risque et l'incertain en histoire, nous avons besoin du politique!... C'est par lui, finalement, que le métier d'historien et d'historienne pourra redevenir une lecture globale du destin des femmes et des hommes.

LE PROCÈS DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

par Pierre Godin

Le "roi est nu", tel aurait pu être le titre de la série intitulée **Le procès de l'État-Providence**. Car il s'agit d'une véritable mise en accusation de l'État tel que nous le connaissons depuis une soixantaine d'années avec le pour et le contre. La série animée par l'auteur et réalisée par Georges Brunet, comporte onze (11) émissions radio d'une heure chacune, qui ont été diffusées cet été à Radio-Canada AM.

En concevant le plan de ces émissions, mon objectif était de scruter les impacts les plus significatifs de la crise du début des années 80, qui a frappé de plein fouet l'État interventionniste. Tout cela, dans le nouveau contexte créé par la récession : endettement des États, mondialisation, nouvelle donne internationale issue de la fin du monde bipolaire et montée des valeurs néo-libérales (privatisation, déréglementation, succès individuel) selon lesquelles l'État n'est jamais aussi grand que lorsqu'il se fait le plus petit possible en matière sociale et économique.

Cette série repose sur un synopsis que j'ai préparé à partir d'une réflexion préliminaire de Gilles Gariépy, l'une des têtes dirigeantes de l'information radio à Radio-Canada. Les trois premières émissions, de nature plus historique, retracent les origines et l'évolution de l'État-Providence, du début du siècle jusqu'au cran d'arrêt des années 80. La quatrième porte sur les années Reagan, années de remise en question qui ont été le cimetière de la social-démocratie héritée de la "nouvelle donne" des années 30.

De la cinquième à la dixième émission incluse, le "Procès" examine les impacts du désengagement de l'État dans six domaines particuliers : aide sociale, culture, santé, éducation, personnes âgées, emploi et formation. La onzième et dernière émission s'intitule "L'État-Providence mort ou vif?". Elle prend la forme d'une table ronde d'une heure avec quatre invités (Madeleine Blanchet, Pierre Fortin, Gérald Larose et Pierre Fournier) qui font la synthèse des émissions précédentes tout en essayant de lire l'avenir de l'État-Providence -- si tant est qu'il en ait un!

Les sources

1) Archives sonores de Radio-Canada.

2) Documentation de presse colligée par Sylvie Major et comprenant des articles de journaux et de périodiques consacrés aux thèmes abordés. Ainsi que de nombreux documents et rapports gouvernementaux touchant également les sujets traités.

3) Plus de 44 invités (liste disponible si besoin est) oeuvrant dans toutes les sphères de l'activité politique, sociale, éducative, culturelle et économique, que j'ai interviewés en studio. Et autant de "témoignages vécus" recueillis par ma collègue journaliste, Hélène Pedneault.

4) Les livres suivants:

Vaillancourt, Yves, **L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1060**, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 503 p.

Linteau, Durocher et Robert, **Histoire du Québec contemporain, de la Confédération à la Crise**, Montréal, Boréal Express, 1979, 568 p.

Linteau, Durocher et Robert, **Le Québec depuis 1930**, Montréal, Boréal, 1986, 729 p.

Touchard, Jean, **Histoire des idées politiques**, Paris, Presses universitaires de France, 1963, 965 p.

Bergeron, Gérard et Pelletier, Réjean, **L'État du Québec en devenir**, Montréal, Boréal Express, 1980, 409 p.

Fukuyama, Francis, **La fin de l'Histoire et le dernier homme**, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

Galbraith, John Kenneth, **Brève histoire de l'euphorie financière**, Paris, Seuil, 1992, 115 p.

En collaboration CSN/CEQ, **Histoire du mouvement ouvrier**, Montréal, coédité par la CSN et la CEQ, 1984, 328 p.

Bourque, Denis et Mercier, Clément, **Nouvelles pratiques sociales**, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1992, 236 p.

Friedman, Milton et Rose, **La tyrannie du statu quo**, Paris, J.C. Lattès, 1984, 264 p.

Conseil des affaires sociales, **Un Québec solidaire**, Boucherville, Gaétan Morin éditeur, 1992, 182 p.

Jacquart, Albert, **Voici le temps du monde fini**, Paris, Seuil, 1991, 183 p.

Minc, Alain, **L'après-crise est commencée**, Paris, Gallimard, 1982, 245 p.

Toffler, Alvin, **Les Nouveaux Pouvoirs**, Paris, Fayard, 1990, 658 p.

Bluteau, M.A. et Anctil, Hervé, **La création du Conseil d'hygiène de la province de Québec : la naissance d'un mouvement sanitaire provinciale (1886-1918) / Le Service provincial d'hygiène et les unités sanitaires : la naissance de l'assistance publique et le début de la médecine préventive (1918-1930) / Les premiers jalons d'une politique sociale et la création du département de la Santé et du Bien-Être social (1930-1940) / La concurrence des juridictions (1940-1959) / L'application du principe de la sécurité sociale et la centralisation administrative (1960-1970) : la création du ministère de la Famille et du Bien-Être social / L'application d'une politique globale de la sécurité sociale (1970-1986)**, Santé et Société, Vol. 8, 1986, pages 33-126.

Disponibilité de la série

Radio-Canada va publier cet automne sous forme de brochure la série complète. De plus, les cassettes des émissions sont disponibles moyennant les frais d'usage. Il paraît probable aussi que **Le Procès de l'État-Providence** sera diffusé en reprise. Mais, là-dessus, il faudrait s'adresser au service des relations publiques de Radio-Canada.

1792-1992
LE PARLEMENT DU QUÉBEC : 200 ANS D'HISTOIRE!

L'année 1992 marque le Bicentenaire des Institutions parlementaires du Québec. En effet, il faut d'abord rappeler que le 26 décembre 1791, le lieutenant-gouverneur Alured Clarke proclamait l'Acte constitutionnel adopté au printemps précédent par la Chambre des Communes de Londres. Cette nouvelle constitution créait le Haut-Canada et le Bas-Canada (le Québec actuel) et décrétait la tenue des premières élections en juin 1792. Les habitants du Bas-Canada élisaient ainsi **le premier Parlement de leur histoire** et les 50 députés québécois fraîchement élus se réunissaient pour la première séance de notre Assemblée, le 17 décembre 1792, au Palais épiscopal de Québec.

L'Assemblée nationale a tenu à célébrer en 1992 l'Année du Bicentenaire et à commémorer les événements historiques qui ont donné naissance aux Institutions parlementaires et au système politique du Québec. Le programme officiel de l'Année du Bicentenaire visait à informer les parlementaires, la population en général et, de façon privilégiée, les élèves de tout le réseau scolaire. Ce programme a été élaboré de manière à respecter les quatre temps forts des événements historiques de